

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 237 du 15.04

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Site de la Solidarité socialiste : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

3 Dossier

3-1 Point de vue de Jean-François Legrain : Les réponses au sommet de Riyad risquent de n'être que de la cosmétique.

3-2 Point de vue de Turki al-Hamad : Riyad : beaucoup de bruit pour pas grand-chose ?

3-3 Point de vue de Gideon Lévy : Israël ne veut pas la paix.

3-4 Point de vue de Robert Novak : Pire que l'apartheid ?

3-5 Point de vue de Jimmy Carter : Palestine, Peace not Apartheid : Le Mur de la Prison.

3-6 Point de vue de Michael Neumann : Les juifs de gauche et la Palestine : de simples bêlements de désapprobation.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 Charles Enderlin, interviewer par Nordine Saidi sur la réalité israélienne.

4-2 René Backmann, interviewer par Nordine Saidi sur la réalité israélienne. rédacteur en chef du "Nouvel Observateur".

5 Annexe

5-1 Khaled interviewer par Silvia Cattori : « Les gens ont faim »

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Jean-François Legrain : Les réponses au sommet de Riyad risquent de n'être que de la cosmétique.

Débat avec Jean-François Legrain, chercheur au CNRS, au sein du groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, Le Monde - vendredi 6 avril, à 15 h .

Extrait

Le sommet de Riyad peut-il débloquent le conflit israélo-palestinien ?

L'initiative de paix arabe est un événement important pour la diplomatie de l'Arabie saoudite, en quête d'un statut régional renouvelé. On a remarqué, depuis plusieurs mois, une présence active de sa diplomatie sur de nombreux dossiers chauds de la région : le conflit israélo-palestinien avec les accords de La Mecque, qui ont consacré la réconciliation entre le Hamas et le Fatah, et qui a débouché sur le gouvernement d'union nationale palestinien, mais aussi le Liban, l'Irak et les ambitions nucléaires iraniennes.

Cet activisme diplomatique saoudien doit être replacé bien au-delà du conflit israélo-arabe dans les équilibres régionaux, et témoigne de la crainte saoudienne face à la montée d'une implication iranienne dans les affaires arabes. Le fait que cette initiative soit importante pour les Saoudiens ne signifie pas qu'elle soit à même d'apporter une solution au conflit israélo-palestinien.

Il est à craindre, en effet, que les réponses positives apportées à cette initiative tant de la part de la communauté internationale que d'Israël ne soient que la cosmétique visant à masquer l'absence d'engagement réel à trouver une pareille solution.

Le plan de paix proposé au sommet de Riyad est-il le même que celui qui avait été proposé en 2002 à Beyrouth ? Israël a-t-il refusé une main tendue de la part des pays arabes ?

Le plan proposé en 2007 est l'exacte reproduction de celui de 2002. Il s'agit pour la Ligue arabe de réaffirmer son engagement pour une paix juste et globale en maintenant que la paix passe par la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain sur l'ensemble des territoires occupés en 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et par une solution équitable et agréée du problème des réfugiés.

La réponse d'Israël, dans un premier temps, a été un rejet complet de cette initiative, considérant qu'il s'agissait d'un diktat. Dans un deuxième temps, vraisemblablement sous pression américaine, le premier ministre israélien a répondu en considérant que certains points positifs pouvaient être relevés dans cette initiative et qu'il répondrait favorablement à une invitation à tenir une rencontre avec le roi Abdallah et les leaders "modérés" arabes. On peut considérer que cette réponse vise à contourner l'objet même de l'initiative arabe dans une volonté de ne pas apparaître comme celui qui aurait refusé la main tendue. L'initiative arabe, en effet, n'est que la légalité internationale à laquelle les Etats arabes depuis 2002 ont affirmé se soumettre. On ne négocie pas la légalité internationale mais éventuellement seulement ses modes de mise en œuvre. Or, pour Israël, il s'agit de négocier la légalité elle-même puisque le premier ministre a clairement dit qu'il refusait une partie de cette légalité, à savoir le droit des réfugiés au retour et l'évacuation de l'ensemble des territoires occupés en 1967.

Le gouvernement israélien annonce vouloir poursuivre des discussions avec un axe arabe modéré.

L'Egypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite détiennent-elles seules les clés de la paix au Proche-Orient ? Qu'est-ce qu'un leader arabe modéré ?

Un leader arabe "modéré", dans la plupart des cas où ce terme est utilisé, n'est qu'un leader arabe se soumettant au diktat soit d'Israël, soit des Etats-Unis, soit de la communauté internationale. La notion de "modération" comme celle de "terrorisme" est une notion éminemment idéologique dans la plupart des cas.

La solution au conflit israélo-palestinien n'est pas, sans aucun doute, dans les seules mains des acteurs régionaux, mais avant tout le fruit d'une volonté de la communauté internationale de mettre en œuvre ses propres résolutions et de prendre tous les moyens pour y parvenir, donc à en payer le prix.

Un prix que jusque-là elle s'est refusée à payer.

Il faut par exemple se souvenir que la résolution 194 de 1948 qui mentionne entre autres le droit des réfugiés palestiniens au retour ou à des compensations figurait parmi les résolutions qu'Israël s'était engagé à reconnaître. Un engagement en échange duquel Israël est devenu membre des Nations unies. Or Israël, une fois devenu membre de l'ONU, s'est toujours refusé à répondre à cette exigence. Une exigence qui a été répétée plusieurs centaines de fois et est toujours demeurée sans réponse positive.

La position de l'Arabie saoudite sur Israël semble avoir évolué depuis quelques années. Est-ce bien le cas ? Quelles en sont, selon vous, les raisons ?

Le texte de 2007 n'est en rien nouveau mais ne fait que reproduire celui de 2002, qui lui-même formalisait des positions antérieures qui avaient été esquissées par celui qui, à l'époque, n'était encore que le prince héritier Abdallah. L'évolution de l'ensemble des pays arabes n'a pas eu lieu cette année mais bien avant, et a été exprimée en 2002.

Il faut se souvenir que lors des sommets arabes de la fin des années 1960, nous partions d'un refus du droit d'Israël à l'existence et du refus de toutes négociations, le principe d'une destruction d'Israël étant alors le mot d'ordre de l'ensemble du monde arabe. L'évolution a donc eu lieu tout au long des années 1970 et 1980, dans une prise en compte de la réalité des rapports de forces.

Quelles sont les relations entre Riyad et le Hamas d'une part et Riyad et le Fatah d'autre part ?

Lors du sommet de La Mecque en février dernier, l'Arabie saoudite a mis à profit ses relations anciennes avec le Fatah comme avec le Hamas pour parvenir à leur réconciliation. Les relations avec le Fatah étaient en fait avec l'Autorité palestinienne, dont le Fatah était la principale force. A la différence des relations avec le Hamas, qui n'était qu'une force politique d'opposition.

Mais les relations entre l'Arabie saoudite et le Hamas étaient anciennes, de nombreuses fondations privées comme, semble-t-il, publiques ayant depuis longtemps financé des activités associatives et caritatives de Hamas. Le renforcement des relations entre l'Arabie saoudite et le Hamas doit être lu dans le contexte général de cette crainte de voir l'Iran s'ingérer de plus en plus fortement dans les affaires arabes. Face au boycott financier international mis en place après la constitution du gouvernement Hamas en mars 2006, les Palestiniens s'étaient tournés vers l'Iran pour pallier l'absence de financement, demande à laquelle l'Iran avait répondu positivement. Le Hamas n'est pas devenu pour autant une marionnette de l'Iran ; mais l'Arabie saoudite, et les Arabes d'une façon générale, ont vu d'un très mauvais œil cette nouvelle intervention de l'Iran dans ce qu'ils considèrent être leur pré carré.

Un gouvernement palestinien de coalition est-il susceptible de favoriser la reprise des discussions de paix ?

La reprise des négociations entre Palestiniens et Israël n'est pas du ressort des Palestiniens, qui la réclament depuis plus de sept ans maintenant. Or, depuis l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon, aucune négociation sur le fond n'a été engagée du fait du refus israélien et du désengagement des Etats-Unis de la question. Par ailleurs la négociation n'est en aucun cas du ressort de l'autorité palestinienne d'autonomie.

Conformément aux accords d'Oslo (en 1993), en effet, le cabinet n'est chargé que des affaires de l'autonomie en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et l'Autorité palestinienne d'autonomie est privée de toute capacité diplomatique. Seule l'OLP, en tant que représentant légitime des Palestiniens reconnus comme tel par Israël en 1993 et par la communauté internationale depuis les années 1970, a en effet la capacité de négocier au nom de l'ensemble des Palestiniens et de signer des accords internationaux.

Lors de l'accord de La Mecque, à la base de la constitution d'union nationale actuelle, le Hamas et le Fatah se sont engagés, comme les autres membres de l'OLP, à réformer l'ensemble de ses institutions afin de les redynamiser. C'est là la priorité qui devrait être celle des Palestiniens dans la perspective d'avoir à trouver le consensus le plus large possible qui permettra d'engager la parole des Palestiniens dans une négociation sur le statut définitif de la Palestine.

La situation des Etats-Unis en Irak les rend-elle vulnérables à des pressions de l'Arabie saoudite ?

Les difficultés rencontrées par les Etats-Unis en Irak ont, à n'en pas douter, influé sur l'attitude qu'ils ont adoptée face à l'initiative arabe. Une initiative qui existait déjà depuis cinq ans et à laquelle les Etats-Unis, comme la communauté internationale et Israël, n'avaient prêté aucune attention. Les Etats-Unis ont leurs difficultés en Irak, leur relations conflictuelles avec l'Irak et ont besoin d'une avancée ne serait-ce que symbolique sur le dossier israélo-palestinien. Mais il est à craindre que cette avancée ne soit que symbolique et que le changement d'attitude des Etats-Unis face à cette initiative arabe ne traduise en rien un changement sur le fond, à savoir un quasi-alignement sur l'unilatéralisme israélien.

Qui mène le jeu à trois entre Riyad, Tel-Aviv et Washington ?

Les initiatives diplomatiques saoudiennes actuelles traduisent, à n'en pas douter, une certaine prise d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis et de leur politique dans la région. En convoquant le sommet arabo-palestinien de La Mecque en mars dernier, l'Arabie saoudite a conféré une importance au Hamas à laquelle les Etats-Unis n'étaient pas prêts à souscrire.

Lors du discours d'ouverture du sommet de Riyad, l'Arabie saoudite n'a pas hésité à mentionner les occupations étrangères illégales de l'Irak. Au début de cette année, l'Arabie n'a pas non plus hésité à recevoir le conseiller à la sécurité nationale iranien pour aborder avec lui la relation entre l'Irak et le Liban.

L'ensemble de ces initiatives montre que l'Arabie saoudite, depuis l'arrivée au pouvoir du roi Abdallah, est décidée à prendre une certaine indépendance vis-à-vis de son tuteur américain, son image de fidèle ami des Américains dans la région risquant de lui coûter de plus en plus cher face à une opinion publique arabe de plus en plus anti-américaine.

samedi 14 avril 2007.

sur

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3813

Chat modéré par Gaidz Minassian et Anne-Gaëlle Rico

Awsat

3-2 Point de vue de Turki al-Hamad : Riyad : beaucoup de bruit pour pas grand-chose ?

[Pour ce commentateur saoudien, "modérément optimiste" après le sommet de Riyad, celui-ci pourrait enfin changer le cours des choses dans le monde arabe, habitué à des sommets arabes sans aucune réelle signification, en mettant à l'ordre du jour réalisme et notion du temps. Relativiser le panegyrique du roi, il s'agit d'un journaliste saoudien...]

Combien sincère, honnête il a été, et combien il a eu raison, à l'égard de lui-même et des autres, quand le roi Abdallah Bin Abdoulaziz a prononcé le discours d'ouverture du 19ème sommet arabe à Riyad. Le roi a parlé franchement du cours des choses. Il s'est exprimé, non comme un dirigeant arabe traditionnel, ni même révolutionnaire, qui considère que les choses vont très bien, comme s'il n'y avait rien de plus à faire, mais il parlé au citoyen arabe moyen, déçu par le fossé entre les paroles et les actes.

Depuis le premier sommet arabe en mai 1946 à Anshas, en Egypte, jusqu'à celui de Riyad en mars 2007, les leaders arabes ont passé 60 ans à se réunir, en sessions ordinaires ou extraordinaires. On pourrait presque en conclure que, bien que les leaders aient changé au fil du temps, temps qui a affecté le reste du monde, l'ordre du jour est en gros resté le même, ce qui voudrait dire que rien n'a été accompli qui justifie un changement de cet ordre du jour.

Non. Les questions sont restées les mêmes (questions toujours qualifiées de "tournants cruciaux", et rien n'a été accompli. Au contraire. Depuis le temps, les choses sont allées de mal en pis, comme si, pour le monde arabe, le temps s'était arrêté, ou qu'il était retourné en arrière, ou même qu'il n'existait pas : une nouvelle théorie de la relativité cette fois particulière au monde arabe. Le sommet d'Anshas de 1946, par exemple, était consacré au soutien de la cause palestinienne, avant même la création de l'Etat d'Israël, et le sommet de Riyad de 2007, Israël étant devenu entre temps la puissance dominante dans la région, a été largement consacré à l'initiative de paix arabe censée apporter une solution globale à la question palestinienne. Entre Anshas et Riyad, la cause palestinienne a été en tête de l'ordre du jour de tous les sommets arabes importants.

Un sommet s'est réuni à Beyrouth pour soutenir l'Egypte contre l'agression tripartite (Israël, France, Royaume-Uni, ndt) suite à la nationalisation du canal de Suez par le nouveau régime, qui brandissait l'étendard de la Palestine et sa libération. Le sommet de 1967 à Khartoum, ou "sommet des trois non",

après la guerre des Six Jours, était consacré au rejet de tout type de relation avec Israël. Celui de 1970, à Amman, visait à mettre un terme aux combats palestino-jordaniens. Celui de Rabat, en 1974, était consacré à la reconnaissance de l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien, le royaume hachémite de Jordanie perdant cette capacité.

Les sommets de Riyad et du Caire, en 1976, ont débattu de la guerre civile au Liban. Celui de 1978, à Bagdad, a servi à boycotter l'Egypte après la visite de Sadate en Israël. Le sommet de Tunis, en 1979, a rejeté les accords de Camp David [paix entre l'Egypte et Israël, ndt]. Ce fut le sommet de Fès, en 1982, qui approuva le plan de paix du roi [saoudien] Fahd. Celui de Casablanca, en 1979, a permis le retour de l'Egypte au sein de la Ligue arabe, celui du Caire, en 1980, a condamné l'invasion irakienne du Koweït. Et le sommet de Beyrouth, en 2002, a lancé l'initiative de paix d'Abdallah bin Abdoulaziz, alors prince de la Couronne. La déclaration finale du sommet de 2006 à Khartoum, le dernier avant le sommet de Riyad, a souligné la centralité de la cause palestinienne. Plus récemment, le sommet de Riyad s'est tenu alors que la question palestinienne représentait le souci essentiel des Arabes. Et, quand la Palestine n'était pas le souci essentiel, elle était quand même au centre de questions plus larges, comme la guerre civile au Liban, les combats entre Jordaniens et factions armées palestiniennes ou l'agression tripartite contre l'Egypte.

Pendant toutes ces années, rien n'a changé, et les déclarations finales de ces sommets sont restées les mêmes. Presque toutes ont souligné la centralité de la cause palestinienne, le soutien au peuple palestinien, la condamnation des pratiques israéliennes et l'appel à la communauté internationale pour arrêter l'agression israélienne et en finir avec l'occupation. La seule chose qui ait changé depuis toutes ces années, probablement, est le passage d'un rejet absolu d'Israël en tant qu'Etat de la région à une acceptation conditionnelle, d'après la dernière initiative de paix arabe. Le seul changement a probablement été le passage des fameux "non" de Khartoum à un "oui" conditionnel à Fès, Beyrouth et Riyad, ce qui, de mon point de vue, est positif. Mais demeure le problème clé des sommets arabes, à savoir le fait de publier des résolutions qui ne sont pas suivies d'effet, d'être un corps sans âme, que cela concerne les Palestiniens ou d'autres.

Par exemple, la décision clé du sommet du Caire de 1964 avait été la création d'un commandement militaire arabe unifié. Celle du sommet d'Alexandrie en septembre 1964 a été la création d'une cour arabe de justice, même décision prise au sommet du Caire en 1966. Au sommet de Rabat, en 1974, l'accent a été mis sur le refus de toute modification du statut de Jérusalem Est. Lors d'autres sommets, on s'est beaucoup occupé d'encourager la solidarité arabe, de rechercher la création d'un projet nucléaire civil arabe ou celle d'un marché commun arabe. Ces décisions n'ont eu aucun effet concret, et même, c'est le contraire qui s'est produit. La libération de la Palestine concernait au premier chef les Palestiniens eux-mêmes, et aujourd'hui, nous les voyons se battre les uns contre les autres pour un pouvoir inutile. Les Arabes, Etats comme communautés, ont souligné l'importance de l'unité, de la solidarité et de la coopération pour faire face à l'ennemi, ennemi jamais nommé. Aujourd'hui, ils sont divisés en groupes et factions, à l'intérieur comme à l'extérieur, et se massacrent les uns les autres. Si toutes les décisions, ou même une partie d'entre elles, prises lors des sommets arabes, depuis Anshas jusque aujourd'hui, avaient été suivies d'effet, l'Europe, par exemple, n'aurait été qu'un vassal du "géant" arabe et l'Amérique n'aurait fait que courtiser les Arabes. Mais c'est tout le contraire : à mesure que nous parlons de solidarité arabe, plus la division, la haine et les combats se sont répandus. Il a été question d'un marché commun arabe avant même que l'Europe se mette d'accord sur le prix des tomates, premier pas vers son marché commun. Au final, ce qui unit les Arabes diminue à mesure que les jours passent.

Le sommet de Riyad sera-t-il différent des précédents ? Augurera-t-il d'une nouvelle ère de l'histoire arabe, où les paroles et les actes seront en conformité les uns avec les autres ? Les réactions des leaders arabes présents, et les photos de leurs sourires et de leurs accolades, portent à l'optimisme. Mais cela n'a-t-il pas toujours été le cas ? Tous les sommets arabes se sont clos sur des discours qui parlaient de succès et d'accords sur tous les points, suivis de sourires et d'accolades. Mais une fois chacun rentré chez lui, la routine a repris et les discours et slogans de fraternité, unité et solidarité arabes ont été oubliés. L'on ne peut pas juger du succès du sommet de Riyad avant un certain laps de temps, avant que la situation se normalise dans le monde arabe. Je fais partie des optimistes sur le sommet de Riyad, mais un optimiste prudent. Néanmoins, cet optimisme n'est pas sans fondement, car certains éléments du sommet de Riyad donnent à penser qu'il a été différent des autres.

D'abord, ce sommet s'est tenu sous l'égide du roi Abdallah bin Abdoulaziz, un homme franc, comme il l'a montré à l'occasion de son discours d'ouverture. Il s'efforcera d'aboutir à quelque chose, autant qu'il en ait quelque contrôle. Nous ne disons pas qu'il est doté de pouvoirs magiques capables de renverser des situations du jour au lendemain, mais nous disons que c'est un homme honnête envers lui-même comme envers les autres, et qu'il souhaite vraiment faire quelque chose. Il peut réussir, ou pas, mais un effort fondé sur des bases fermes reste le secret d'un bon leadership. Nous souhaitons sa réussite. Et s'il ne réussit pas, cela constituera une expérience utile, tant que persistent sincérité et bonnes intentions. Un homme tel que le roi Abdallah est capable de faire bouger le monde arabe et de le lancer sur une nouvelle voie, tant vis-à-vis de lui-même que du reste du monde. Pour l'instant, c'est cela qui compte.

Ensuite, c'est la première fois dans l'histoire des sommets arabes que les déclarations finales comprennent des décisions bien définies et sans ambiguïté, qui ne soient ni destinées à la consommation interne ni simplement une rhétorique idéologique pour susciter des sentiments ou des appels à des projets majeurs avant que les mineurs ne soient réalisés. L'initiative de paix arabe, par exemple, s'écarte nettement du discours arabe traditionnel sur Israël et la question palestinienne. Il s'agit d'un discours réaliste qui soulève un problème et propose une solution plutôt qu'une condamnation ou une dénonciation.

Le problème qu'ont les Arabes avec Israël, c'est l'occupation. Le problème qu'a Israël avec les Arabes, c'est la sécurité. La solution est d'en finir avec l'occupation en échange de la paix, essence de l'initiative de paix arabe, projet sans équivoque et réaliste qui peut être accepté ou refusé. Loin d'Israël et de la Palestine, ce sommet, pour la première fois dans l'histoire, a adopté un type de discours qui a touché l'homme de la rue et évité les rêves qui n'ont jamais porté de fruit. Parler d'assurer la promotion des valeurs de tolérance, de créativité, des droits de l'homme et du rôle des femmes représente un discours nouveau pour les sommets de la Ligue arabe. C'est même, à cet égard, un saut qualitatif. Et, si l'ennemi a toujours raison, alors il n'y a pas meilleure preuve que la déclaration du parti Kadima d'Ehoud Olmert selon laquelle "la déclaration de Riyad reflète un changement révolutionnaire de la conception arabe du monde", comme l'a rapporté Asharq Al Awsat.

Le sommet de Riyad est l'acte de naissance d'une politique arabe réaliste, dont les précurseurs sont apparus dans les années 90. C'est pour cette raison que je suis optimiste, même si je le suis modérément. Car c'est la réapparition de la notion du temps dans cette région qui compte, une région qui, pendant longtemps, s'est opposée au temps. Espérons que cette absence de notion du temps ne réapparaîtra plus jamais.

Turki al-Hamad *

A-Sharq Al-Awsat, 4 avril 2007

<http://aawsat.com/english/news.asp?...>

* Turki al-Hamad est journaliste et écrivain saoudien

Traduction : Gérard pour

Source : Liste de diffusion La Paix Maintenant

3-3 Point de vue de Gideon Lévy : Israël ne veut pas la paix.

Le moment de la vérité est arrivé, et on doit le dire : Israël ne veut pas la paix. L'arsenal des excuses s'est épuisé, et les refrains israéliens rejetant la paix sonnent déjà creux.

Jusqu'à récemment, il était encore possible d'accepter le refrain israélien qui consistait à dire « qu'il n'y avait pas d'interlocuteur palestinien » pour faire la paix et que « le temps était mal choisi » pour discuter avec nos ennemis. Aujourd'hui, la nouvelle réalité qui s'étale devant nos yeux, ne laisse aucun doute et le refrain trop longtemps répété disant qu'Israël est pour la paix ne tient plus.

Il est difficile de dire quand la rupture s'est produite. Était-ce le rejet absolu de l'initiative saoudienne ? Est-ce le refus d'accorder de l'intérêt à l'initiative syrienne ? Est-ce les entrevues annuelles données par le premier ministre Ehoud Olmert pendant la Pâque juive ? Est-ce le revirement face aux propos tenus à Damas par Nancy Pelosi, chef de la chambre des représentants des États-Unis, affirmant qu'Israël était prêt à reprendre les entretiens de paix avec la Syrie ?

Qui l'aurait cru ? Un fonctionnaire de haut rang des États-Unis déclare qu'Israël veut reprendre les entretiens de paix avec la Syrie et aussitôt le président de ce pays remet en cause « durement » cette déclaration. Israël a-t-il pris en compte cette remise en cause ? Avons-nous compris la signification de ces déclarations en matière de paix ? Sept millions de citoyens israéliens apathiques montrent que non.

Des générations entières ont grandi ici dans l'aveuglement et le doute sur les chances de faire la paix avec nos voisins. Dans notre jeunesse, David Ben Gourion nous nous disait que s'il avait pu seulement rencontrer les dirigeants arabes, il nous aurait apporté la paix en son temps. Israël a exigé des négociations directes par principe et les Israéliens en ont tiré une grande fierté du fait que leur préoccupation quotidienne pour faire la paix a passé au second plan les ambitions élevées de leur Etat. On nous a dit qu'il n'avait aucun partenaire pour faire la paix et que l'objectif final des Arabes est de provoquer notre destruction. Nous avons brûlé les portraits « du tyran égyptien » dans nos feux de joie en célébrant la Lag Ba'omer, et on nous a convaincus que tout le blâme de l'absence de paix retombait sur nos ennemis.

Ensuite est venu le temps de l'occupation des territoires suivi par le terrorisme, par Yasser Arafat, par la faillite du deuxième sommet de Camp David, par l'arrivée au pouvoir du Hamas, et nous étions sûrs, toujours sûrs, que c'était encore leur faute. Dans nos rêves les plus fous, nous n'aurions jamais cru qu'un jour viendrait où le monde arabe tout entier tendrait la main pour faire la paix et qu'Israël balayerait la proposition d'un geste au loin. Il aurait été encore plus fou d'imaginer que ce refus israélien serait blâmé par manque de réaction de l'opinion publique d'Israël.

Les choses ont changé et c'est Israël qui se tient aujourd'hui sur le front du refus. La politique du refus de quelques-uns, avangarde de l'extrême en son temps, est devenu maintenant la politique officielle de Jérusalem. Dans ses entrevues pendant la Pâque Juive, Olmert nous dit que « les Palestiniens sont à la croisée des chemins devant une décision historique, » mais les gens ont arrêté depuis longtemps de le prendre au sérieux. Ce sont nous qui devons prendre une décision historique mais nous fuyons cette croisée des chemins et ces initiatives comme si c'était la mort elle-même.

Le terrorisme en tant qu'excuse suprême du refus israélien de faire la paix aide seulement Olmert à rabâcher son discours indéfiniment. « S'ils [les Palestiniens] ne changent pas, s'ils ne combattent pas le terrorisme et s'ils ne respectent pas tous leurs engagements, alors ils ne pourront jamais s'extraire de leur chaos permanent. » Comme si les Palestiniens n'ont pas pris de mesures contre le terrorisme, comme si Israël est celui qui doit déterminer ce que sont leurs engagements, comme si Israël n'est pas à blâmer pour le chaos sans fin dont souffrent les Palestiniens sous occupation. Israël fixe des conditions préalables et pense qu'il a le droit exclusif de faire ainsi. Mais, à chaque fois, Israël évite de poser la plus importante des conditions préalables pour faire la paix à savoir la fin de l'occupation des territoires. De toutes questions posées au cours des entrevues avec Olmert pendant la Pâque Juive, personne n'a pris la peine de lui demander pourquoi il n'a pas réagi avec intérêt à l'initiative arabe sans poser de conditions préalables. La réponse à cette question est : les biens immobiliers. Les biens immobiliers des colonies.

Olmert n'est pas le seul à traîner les pieds. Une personnalité dirigeante du Parti Travailliste israélien, a dit la semaine dernière qu'« il faudra 5 à 10 ans pour sortir du traumatisme. » La paix n'est maintenant pas autre chose que la menace d'une blessure et personne ne parle encore de l'importance des bénéfices sociaux que l'on peut en tirer, dans le développement, la sécurité, la libre circulation dans la région et l'établissement d'une société plus juste. Comme une petite Suisse, nous portons notre intérêt ces jours plus sur le taux de change du dollar et sur les allégations de détournement faits par le ministère des finances que sur les opportunités d'avenir qui dépérissent loin devant nos yeux bien ouverts.

Ce n'est pas tous les jours et ce n'est pas à chaque génération, que l'on rencontre une opportunité comme celle-là. Bien qu'il ne soit pas sûr que ces initiatives soient totalement solides et crédibles, ou qu'elles ne soient pas basées sur la supercherie, personne ne s'est donné la peine de relever le défi et de les étudier pour mieux les connaître. Que dira, Olmert devenu grand-père à ses petits enfants ? Qu'il a retourné chaque pierre pour faire la paix ? Qu'il n'y avait pas d'autre choix ? Et que diront les petits enfants ?

Gideon Lévy

Haaretz, 8 avril 2007

Version anglaise : [Israel doesn't want peace](#)

Traduction : D. Hachilif

Source : Info Palestine

<http://www.info-palestine.net/...>

3-4 Point de vue de Robert Novak : Pire que l'apartheid ?

Bethléem, Cisjordanie – Hani Hayek, comptable et maire chrétien du petit village majoritairement peuplé de chrétiens de Beit Sahour, était en colère, la semaine dernière, tandis qu'il me faisait parcourir en voiture le tracé du mur israélien « de sécurité ». « Ils prennent les terres de notre commune », me disait-il, pointant du doigt la

colonie israélienne mastoc de Har Homa. « Ils ne veulent pas de nous ici. Ce qu'ils veulent, c'est que nous partions. »

Har Homa, qui entoure les faubourgs de Beit Sahour, semblait plus importante que la dernière fois où je l'avais vue, lors de la Semaine sainte de l'année dernière. Le gouvernement israélien a poursuivi inexorablement l'agrandissement des colonies en Cisjordanie occupée, et j'ai pu voir en même temps les chantiers de construction à Har Homa et celui de la route destinée à un système de transports ségrégué entre Israéliens et Palestiniens.

Jimmy Carter a soulevé un tollé en intitulant son ouvrage consacré à la question palestinienne « La paix, pas l'apartheid ! » Mais les Palestiniens affirment que c'est pire que l'ancienne séparation raciale prévalant il y a encore quelques années en Afrique du Sud. A l'approche du quarantième anniversaire de l'occupation militaire de la Cisjordanie, ce territoire a été tellement fragmenté qu'un Etat authentiquement palestinien et une « solution à deux Etats » semblent de plus en plus difficilement réalisables.

La muraille de sécurité a eu effectivement pour effet une élimination virtuelle des attentats suicides et une paix de court terme. Mais la vie est très dure, pour les Palestiniens, dont les morts causées par le conflit ont augmenté de 272 % en 2006, tandis que le nombre des victimes israéliennes déclinait. Au cours d'un incident mineur, la semaine dernière, du type que les médias internationaux ne mentionnent même plus, des soldats de l'armée israélienne ont tué un Palestinien, accusé d'avoir pénétré illégalement dans une zone de tirs afin d'y ramasser des éclats en métal, en vue de leur revente. L'organisation (humanitaire) internationale (dont le siège est en Angleterre) Save the Children [Sauvez les enfants !] estime que la moitié des enfants habitant les territoires palestiniens occupés souffrent d'un traumatisme psychologique.

Les Palestiniens disent que les choses ont empiré, en raison d'un sentiment envahissant de désespoir. Des étudiants de l'Université de Bethléem (gérée par les Frères catholiques salésiens, 70 % des étudiants étant de confession musulmane) m'ont paru plus pessimistes et radicalisés que l'an dernier. Ahmad al-Issa, un étudiant en quatrième année de journalisme, a été incarcéré durant un an dans une prison israélienne au motif qu'il aurait lancé des pierres à des soldats israéliens. Aujourd'hui, il croit fermement à l'accusation diffamatoire selon laquelle les employés juifs du World Trade Center de New York (les deux tours jumelles détruites par les attentats du 11 septembre 2001, ndt) auraient été averti d'avance de l'attentat.

Le boycott soutenu par les Etats-Unis, consécutif à la victoire électorale du groupe extrémiste Hamas, au début de l'année 2006, a rendu l'Autorité palestinienne inopérante, paralysant les services gouvernementaux. Privés de l'aide de cette Autorité, avec une économie en lambeaux, les municipalités sont en état de cessation de paiement. Le maire de Bethléem, Victor Batarséh, est confronté à un problème spécifique, dû au fait que les touristes et les pèlerins ne passent désormais plus la nuit dans la cité où naquit le Christ. Sans argent, sans possibilités de crédit, il s'apprête à licencier les 165 employés municipaux.

M. Batarséh, qui est citoyen américain, et qui pratiquait la chirurgie thoracique dans la ville américaine de Sacramento, se retrouve coincé à Bethléem. Chrétien, indépendant politiquement, se qualifiant lui-même d'entrepreneur démocrate, M. Batarséh est sur la liste noire israélienne pour avoir contribué au Front Populaire de Libération de la Palestine [FPLP], que le Département d'Etat américain qualifie d' « organisation terroriste ». N'ayant pas de permis de se rendre à Jérusalem, le maire de Bethléem doit aller en voiture jusqu'à Amman pour y prendre l'avion quand il est invité en Europe.

Il n'est nul besoin d'avoir des contacts avec le FPLP pour être mis au trou par l'armée israélienne. Les étudiants de l'Université de Bethléem ne peuvent aller à Jérusalem, à cinq minutes en voiture, à moins qu'ils ne le fassent illégalement. Les étudiants de l'enclave palestinienne géographiquement séparée de Gaza doivent suivre les cours donnés à l'université de Bethléem par l'intermédiaire d'Internet...

Le Représentant républicain de l'Etat du New Jersey Chris Smith se trouvait à l'université de Bethléem le jour de ma visite, et des membres de la faculté avaient du mal à croire qu'un membre du Congrès des Etats-Unis en chair et en os se trouvait parmi eux. M. Smith fut ensuite emmené faire le tour de Jérusalem, pour qu'il puisse constater de visu que la barrière de séparation est, dans la majorité de son tracé, une muraille énorme, laide à faire peur et intimidante, et pas simplement une barrière.

M. Smith, un avocat catholique militant, a été amené ici en raison de l'émigration rapide des membres de la minorité chrétienne de Terre Sainte. Les chrétiens en partent en effet plus rapidement que les musulmans, en raison des contacts nombreux qu'ils ont en-dehors de la Palestine, qui fait d'eux des gens plus mobiles. Peter Corlano, un membre catholique du corps enseignant de l'Université de Bethléem, nous a dit, à M. Smith et à moi-même : « Nous vivons la même vie que les musulmans. Nous sommes tous des Palestiniens. »

Préoccupé par la disparition des chrétiens dans la région qui fut le berceau du christianisme, M. Smith a pu ainsi prendre connaissance (comme ce fut mon cas) du calvaire vécu par les Palestiniens. Si tel est bien le cas, il aura une compagnie d'autant plus précieuse qu'elle sera peu nombreuse, au Congrès des Etats-Unis...

The Washington Post, 9 avril 2007

http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/04/08/AR2007040800924_pf.html

3-5 Point de vue de Jimmy Carter : Palestine, Peace not Apartheid : Le Mur de la Prison.

Extrait Palestine

Les Israéliens sont aujourd'hui tentés de ne faire aucun effort pour trouver un accord de paix qu'il soit fondé sur la Feuille de Route du Quartet, sur des négociations de bonne foi ou d'autres bases.

En effet, Jérusalem Est se trouve au fur et à mesure sous contrôle israélien, le mur procure une relative sécurité autour de ce qui reste de la Cisjordanie, et des milliers de colons demeurent à l'Est du mur, protégés par une force d'occupation puissante.

A une période caractérisée par un vide diplomatique, les officiels israéliens ont pris un certain nombre de décisions unilatérales, tout en se passant de Washington et des Palestiniens. Ils sont persuadés qu'une barrière va résoudre le problème palestinien.

Se servant de leur domination politique et militaire, ils imposent un système de retrait partiel, d'encerclement, et d'apartheid pour les citoyens Musulmans et Chrétiens des territoires occupés.

Le but de la séparation des deux peuples diffère de celui de l'Afrique du Sud où il s'agit de racisme. Ici le but est l'acquisition territoriale. De gros efforts ont été faits pour empêcher tout contact entre les colons et les Palestiniens, de manière à permettre aux familles juives de se rendre de Jérusalem au cœur de la Cisjordanie sur des routes interdites aux Palestiniens et sans aucun contact avec la vie arabe.

Le retrait de Gaza était la première étape, laissant ce minuscule territoire, économiquement et politiquement non-viable, entouré et isolé, sans accès à l'air, à l'eau ni même à d'autres Palestiniens.

L'avenir de la Cisjordanie est encore plus sombre.

L'énorme mur est un élément perturbateur évident, séparant des zones habitées et empêchant le passage à des zones agricoles. Le statut de ce mur est une des clés d'une future paix au Moyen-Orient. Les Israéliens modérés étaient à l'initiative de l'idée d'une barrière physique pour éviter des attaques après le retrait des forces israéliennes.

La première barrière autour de Gaza, à donner raison à cette logique avec une baisse des attaques trans-frontalières. Le plan prévoyait la construction d'une barrière le long de la frontière entre Israël et la Cisjordanie. Au lieu de cela, les gouvernements d'Ariel Sharon et d'Ehud Olmert ont construit un grillage et un mur à l'intérieur du territoire palestinien, largement à l'intérieur de la Cisjordanie, de manière à englober des colonies israéliennes et de grandes portions de terres palestiniennes.

Le mur est prévu pour être trois fois et demi la taille de la frontière internationalement reconnue d'Israël, et il pénètre déjà dans de nombreux villages palestiniens, sépare des familles de leurs jardins et de leurs terres agricoles et incorpore 375 000 Palestiniens sur le côté "israélien" du mur, dont 175 000 sont hors de Jérusalem.

Qalqiliya en est un exemple : le mur entoure toute la ville enfermant ses 45 000 habitants, tout en empêchant l'accès aux terres et à un tiers des ressources en eau, devenus propriétés israéliennes. La même chose se produit pour environ 170 000 citoyens de Bethléem, lieu de naissance de Jésus.

Une grande bande de terre doit d'abord être passée au crible des bulldozers à travers les habitations, pour construire le mur.

A côté des éléments en béton et des fils barbelés utilisés pour le construire, il faut des fossés de deux mètres de profondeurs le long du mur, des routes pour les véhicules de patrouille, des capteurs électroniques au sol et sur le grillage, des caméras thermiques et des caméras vidéos, des tours pour les tireurs d'élite, un grillage aussi fin qu'un rasoir, et tout cela sur la terre palestinienne.

La zone qui se situe entre la barrière de ségrégation et la frontière israélienne est considérée comme une zone militaire fermée pour une période indéfinie. Les directives israéliennes stipulent que tout palestinien âgé de plus de douze ans et habitant dans la zone fermée doit obtenir "un permis de résidence permanente" de la part de l'administration civile, seul moyen de continuer à vivre dans sa propre maison. Ils sont considérés comme des étrangers, sans les droits des citoyens israéliens.

En résumé, tout territoire qu'Israël décide de confisquer sera de leur côté du mur, mais les Israéliens se réservent le droit de contrôler les Palestiniens qui se trouvent de l'autre côté, bloqués entre le mur et les forces militaires israéliennes présentes dans la vallée du Jourdain.

Le président George W. Bush a dit : " Je crois que le mur est un problème. Il est très difficile de développer la confiance entre les Palestiniens et les Israéliens alors que le mur serpente à l'intérieur de la Cisjordanie." Depuis 1945, le Tribunal International de Justice a essentiellement été le moyen judiciaire du système des Nations Unies.

En juillet 2004, le Tribunal a déclaré que la construction du mur de ségrégation par le gouvernement israélien dans les territoires palestiniens occupés en Cisjordanie, est illégale.

Même le Juge américain Thomas Buergenthal, qui a été à l'origine du seul vote contre (uniquement justifié par la procédure) a admis que les Palestiniens vivent sous occupation et ont le droit à l'autodétermination, qu'Israël est obligé de suivre les lois humanitaires internationales, et on pouvait légitimement se demander si la construction d'une barrière infranchissable pour protéger les colonies de Cisjordanie était une légitime défense.

Le Tribunal a reconnu le droit pour Israël de protéger la vie de ses citoyens en construisant une barrière de

protection à l'intérieur de ses propres frontières nationales mais l'a considéré de manière négative dans sa forme, au regard du droit international et de la Quatrième Convention de Genève qui interdisent une puissance occupante de transférer des populations sur des terres conquises par la force militaire.

Le TPI a sommé Israël de cesser la construction du mur, de démanteler ce qui a déjà été construit dans les zones au-delà de la frontière israélienne internationalement reconnue, et de compenser les Palestiniens qui ont souffert des pertes dues à la construction du mur.

La Cour Suprême israélienne a choisi de ne pas accepter la décision du Tribunal International mais a reconnu qu'Israël détient la Cisjordanie en tant "qu'occupant belligérant" et que "la loi des occupants belligérants...impose certaines conditions" aux autorités militaires, y compris dans des zones considérées comme liées à la sécurité. Le mur détruit beaucoup d'endroits importants pour les Chrétiens, le long de sa route sinueuse. Une de ces intrusions notables encercle la ville de Bethléem, il divise de manière scandaleuse la façade sud du Mont des Oliviers, un des endroits préférés de Jésus et de ses disciples, et près de Béthanie où ces derniers visitaient souvent Marie, Marthe et leur frère Lazare.

Si le mur empêche 200 000 Palestiniens de Jérusalem d'accéder à leurs familles, leurs propriétés, leurs écoles et leurs centres de travail, le mur est également conçu pour compléter l'encerclement d'une Palestine gravement tronquée. Une petite part de sa taille d'origine, divisée en compartiments, puis à nouveau divisée en cantons, est occupée par les forces de sécurité israéliennes et isolée du reste du monde.

De plus, un réseau particulier d'autoroutes se construit à travers ces fragments de la Cisjordanie pour permettre de relier le nouveau Grand Israël à l'Ouest à la Vallée du Jourdain occupée à l'Est et où vivent 7.000 Juifs dans 21 colonies fortement protégées au milieu de 50.000 Palestiniens qui sont encore autorisés à y rester.

La partie le long de la rivière du Jourdain, qui est prévue comme étant désormais la limite à l'Est de l'encerclement des Palestiniens, est une des zones de Palestine la plus riche et la plus productive en agriculture. La plupart de ses habitants ont été chassés de là-bas en 1967, et les Israéliens n'ont pas autorisés ces familles d'origine à revenir.

Les douanes israéliennes tiennent une liste de noms de ces familles et se préoccupent de les empêcher de traverser les barrages internationaux pour entrer dans les territoires occupés, où ils pourraient faire valoir leurs droits sur leurs maisons et leurs terres*.

Il semble évident qu'il ne restera aucun territoire qui permette aux Palestiniens d'y créer un Etat viable, mais plutôt un espace complètement encerclé par la barrière et la Vallée occupée du Jourdain. Les Palestiniens n'auront aucun avenir possible, et cette alternative ne sera pas acceptable pour la communauté internationale. Le statut permanent israélien deviendra de plus en plus critique et incertain car les personnes opprimées et privées de leurs droits combattront l'oppression, tandis que la croissance démographique des Juifs diminuera (comparée à celle des Arabes) aussi bien à l'intérieur d'Israël qu'en Palestine. Ces faits sont évidents pour la plupart des Israéliens, qui pensent aussi que c'est une déformation de leurs valeurs.

Les récents événements à Gaza et au Liban montre l'escalade inévitable de la tension et de la violence en Palestine, et une plus grande rancune et animosité du monde envers Israël et les Etats-Unis.

Un des points vulnérables d'Israël et une des causes probables de violence est le maintien de prisonniers. Les militants palestiniens et libanais savent que la capture d'un soldat israélien ou d'un civil peut soit servir de marchandage dans un échange de prisonniers ou pour un enjeu du conflit.

Il y a eu plusieurs échanges de ce genre : 1 150 Palestiniens contre trois Israéliens en 1985 ; 123 Libanais pour les corps de deux soldats israéliens en 1996 ; et 433 Palestiniens et d'autres contre un homme d'affaire israélien et les corps de trois soldats en 2004.

Les organisations internationales de droits humanitaires estiment que depuis 1967 plus de 630 000 Palestiniens (environ 20% de la population totale) des territoires occupés ont été détenus à un moment ou un autre par les Israéliens, ce qui a provoqué de vives ressentiments de la part des familles de ces prisonniers.

Bien que la majorité des prisonniers soit des hommes, il y a un grand nombre de femmes et d'enfants qui le sont aussi. Entre douze et quatorze ans, les enfants peuvent être inculpés pour une période allant jusqu'à six mois, et après quatorze ans les enfants sont jugés comme des adultes, en violation du droit international.

En plus des périodes d'emprisonnement, les périodes de préventive peuvent être assez longue. La préventive peut, en adéquation avec certaines lois israéliennes, permettre de détenir un Palestinien pour l'interroger pendant 180 jours, pendant lesquels il lui est interdit de voir un avocat pendant des périodes de 90 jours.

"Les détentions administratives" sont indéfinies et peuvent être renouvelées selon les règlements militaires. Les confessions faites sous la torture sont admises par les cours israéliennes. Les personnes accusées sont en général jugées par des tribunaux militaires en Cisjordanie, et sont ensuite incarcérées en Israël. Cela veut dire que les familles n'ont pas le droit de visite, et ne peuvent pas voir les avocats pendant des périodes où la circulation est difficile et restreinte.

La Quatrième Convention de Genève condamne cette politique en arguant : "Les personnes protégées inculpées seront détenues dans le pays occupé et si elles sont condamnées, elles devront y purger leur peine."

Le cycle de violence a encore émergé en juillet 2006, lorsque des Palestiniens ont creusé un tunnel sous la barrière qui encercle Gaza, ont attaqué quelques soldats israéliens et en ont capturé un. Ils ont proposé d'échanger le soldat contre la libération de 95 femmes et de 313 enfants qui figurent parmi les quelques 8 500 prisonniers Palestiniens dans les geôles israéliennes.

Israël a rejeté toute négociation et, pour tenter de libérer le soldat et d'arrêter l'envoi de roquettes artisanales sur le territoire israélien, a envahi une partie de Gaza en bombardant les bâtiments du gouvernement, en détruisant les ponts et la station électrique qui fournissent l'électricité et l'eau. Il y a eu beaucoup de victimes et Gaza s'est retrouvé encore plus isolé.

Lorsque les leaders du Hamas et du Fatah ont accepté une proposition du prisonnier palestinien respecté Marwan Barghouti, comme symbole de leur union, Israël a répondu en arrêtant 64 membres du Hamas en Cisjordanie, dont un tiers du Cabinet ministériel palestinien et 23 législateurs.

Les officiels israéliens ont annoncé qu'ils seraient emprisonnés jusqu'à ce que les tribunaux militaires décident de sanctions supplémentaires.

A la fin du mois d'août, le premier ministre et six autres membres du cabinet ainsi que trente membres du parlement étaient encore en état d'arrestation, y compris le porte-parole du parlement Aziz Dweik.

...

En fait, le Premier Ministre israélien Ehud Olmert a autorisé la construction en septembre de 690 nouvelles maisons dans les territoires occupés, malgré les critiques de la Maison Blanche et des leaders de son propre gouvernement. Il a aussi rejeté une offre du Secrétaire Général des Nations Unies Kofi Annan pour négocier un échange de prisonniers.

Les responsables des deux côtés ignorent le vœu de la majorité qui souhaite la paix, laissant la place aux extrémistes pour détruire violemment tout consensus politique.

Un des obstacles dans la recherche de progrès réside dans la politique étrange adoptée par Washington qui estime que le dialogue autour des questions pendantes est un privilège qui ne peut être accordé que lors d'une récompense pour une attitude servile ce qui implique qu'elle n'est pas remise à ceux qui rejettent les demandes américaines.

Des engagements directs avec le leader palestinien Mahmoud Abbas et les responsables du gouvernement syrien seront nécessaires si nous voulons trouver des solutions négociées. Eviter de répondre aux réelles questions et ne pas y associer les responsables clés risque d'agrandir le champ d'instabilité de Jérusalem à Beyrouth, en passant par Damas, Bagdad et Téhéran.

Une étude réalisée par le Projet du Centre des Attitudes Globales Pew et publiée en juin dernier, a mis à jour le fait que les Musulmans ont une opinion des Etats occidentaux qui se dégrade de manière préoccupante. Pour eux, l'issue du conflit israélo-palestinien est une des principales causes dans l'échec d'une solution dans un contexte de conflit mondial.

On a pu noter des changements notables et prometteurs lors de l'adoption, et ce malgré le conflit du Liban, entre les responsables du Fatah, du Hamas et d'autres petits groupes du "Document de Conciliation Nationale" élaboré par Marwan Barghouti et d'autres prisonniers palestiniens.

Il y a de grands espoirs pour que ce document serve de base à un gouvernement d'union nationale qui comprendra des représentants des groupes majoritaires tout en respectant les clauses exigées par la communauté internationale, pour lever l'embargo qui a été imposé au peuple palestinien.

Cela inclurait l'acceptation d'une solution à deux Etats, la reconnaissance de l'Etat d'Israël et un cessez-le-feu à long terme par le Hamas et réciproque par Israël.

Le Premier Ministre du Hamas, Ismail Haniyeh, a indiqué en juin : "*Nous sommes d'accord pour un Etat Palestinien souverain sur toutes nos terres à l'intérieur des frontières de 1967, pour une vie en paix.*".

Par Jimmy Carter

10 Avril 2007

[Palestine. Peace not Apartheid par Jimmy Carter](#)

Traduction du Chapitre 6 du livre de Jimmy Carter "Peace not Apartheid" - Simon and Schuster, New York, 2006, pp.189-203

Traduction : Sandrine Mansour

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt

3-6 Point de vue de Michael Neumann : Les juifs de gauche et la Palestine : de simples bêlements de désapprobation.

Lorsque des consciences juives s'expriment ouvertement au sujet d'Israël, on constate un hiatus étonnant, dans les propos, entre le problème évoqué et la solution suggérée.

La gauche juive et ses alliés commencent leur discours par des dénonciations, des plus retentissantes, qui ne tardent pas à s'atténuer, jusqu'à ne plus être que de simples recommandations, des plus timides, de surcroît.

De nombreuses personnes critiques vis-à-vis d'Israël le considèrent comme un Etat paria*.

Beaucoup considèrent cet Etat raciste.

Beaucoup pensent qu'il est coupable d'atrocités brutales contre le peuple palestinien, et font montre d'un intérêt presque lubrique pour ces atrocités.

Beaucoup de sources d'information consensuelles, en dehors des Etats-Unis – tels la BBC, The Guardian, la CBC – véhiculent des rapports accablants sur les exactions israéliennes et, cela, depuis pas mal de temps.

Nous entendons dire, par exemple, que les officiers israéliens, lorsqu'ils envisagent d'attaquer un camp palestinien, étudient au préalable la stratégie utilisée par les Allemands pour prendre d'assaut le Ghetto de Varsovie.

Nous entendons horreur sur horreur. Les militants juifs et israéliens n'hésitent pas à établir des parallèles avec l'Allemagne nazie. (cf Norman Finkelstein).

C'est terrible, non ? Que pouvons-nous faire ?

Pas grand-chose, semble-t-il, et cela ne date pas d'hier.

En 1998, le Comité Juif sur le Moyen-Orient a publié un communiqué dans lequel il déclarait explicitement

qu'"Israël est devenu, en tant que tel, un Etat paria au sein de la communauté internationale".

Cette déclaration est encore fièrement inscrite sur les pages du site ouèbe de cette organisation, qui a attribué à Israël "une idéologie raciste", affirmant que "les événements actuels ne nous rappellent que trop bien les pogromes qu'avaient dû fuir nos ancêtres, voici deux ou trois générations."

<http://www.middleeast.org/archives/come1.htm>

Il s'agit là de personnes qui perçoivent clairement qu'il s'agit de la part d'Israël d'outrances très sérieuses – crimes de guerre, violations des droits de l'homme, violente croisade raciste.

Il s'agit de gens dont le documentaire produit à compte d'auteur pourrait s'intituler "Nous, Nous Osons Parler – La Voix des Juifs Américains".

Mais que préconisent-ils, au juste ?

"Les aides économiques exorbitantes accordées par les Etats-Unis à Israël doivent être réduites, au cours des deux ou trois années à venir, à des niveaux beaucoup plus raisonnables. De plus, l'assistance militaire et informationnelle considérable des Etats-Unis à Israël devrait elle aussi être réduite de manière drastique".

Est-ce que vous lisez bien comme moi ? Cela ne signifie-t-il pas, par hasard, qu'une aide économique et militaire à cet Etat paria devrait se poursuivre ?

Humm... Alors, c'est comme ça que nous sommes supposés répliquer à un Etat qui perpète (je cite) "des tueries, des passages à tabac, des couvre-feu, des expulsions et des arrestations domiciliaires" – tout cela, contre des Palestiniens vivant dans des régions qu'Israël occupe depuis plus de vingt ans ?

Comme qui dirait, l'Etat paria juif retors conserve des privilèges auxquels bien des Etats vertueux, quant à eux, ne pourraient que rêver. Mais cette déclaration fut jugée satisfaisante par Noam Chomsky, par conséquent, j'imagine qu'il devrait en aller de même pour moi ?...

Bon. Est-ce que les choses ont évolué, depuis 1988 ?

Evidemment. Mais, hélas, elles n'ont fait qu'empirer. Enormément empirer. Alors, voyons un peu.

Comment la réponse a-t-elle évolué, face à cette aggravation catastrophique ?

Elle n'a pas bougé d'un pouce. Le site ouèbe dissident le plus connu, Not In My Name (appel : Pas en Mon Nom), est animé par une association juive avant tout soucieuse, apparemment, de ne pas être compromise par les crimes israéliens.

Cette organisation recommande "la suspension de toute aide militaire américaine à Israël jusqu'à ce que ce pays mette un terme à son occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem Est." (cf : rubrique "Common Ground").

J'en tire donc la conclusion que l'aide économique va, quant à elle, continuer. Je reviendrai sur cette suspension de la seule aide militaire.

Et puis, il y a cet encart, publié dans le New York Times du 17 mars 2002, par Jewish Voices Against the Occupation (Voix juives contre l'occupation).

Cette pétition appelle le gouvernement à suspendre son aide militaire à Israël qui poursuit son occupation, jusqu'à ce qu'il se retire totalement des territoires occupés ; à réduire l'aide économique à Israël en la défalquant des capitaux dépensés au fonctionnement des colonies, jusqu'à leur démantèlement...

OK... Il y aura donc encore un peu d'aide économique, et l'aide militaire sera rétablie dès qu'Israël se sera retiré des territoires occupés... Autrement dit : Israël recevra des cargaisons de nouveaux joujoux, automatiquement, à chaque fois qu'il fera mine de se retirer. Et le tout, à l'avenant : personne, à ce que je sache, n'exige plus que cela.

Ainsi, nous avons affaire à un pays qui est dénoncé pour ses violations - des plus graves qui soient - des droits de l'homme, dont le dirigeant est accusé de crimes de guerre... - à un Etat paria, donc - dont les exactions sont quasiment insoutenables à voir à la télévision, et totalement insoutenables, bien sûr, pour ceux qui en sont les victimes directes.

Tout le monde semble bien être d'avis, pourtant, qu'un tel Etat mérite de recevoir une aide économique... Quant à l'aide militaire qu'on lui accorde, elle est tout au plus suspendue : dès qu'Israël aura quitté le lieu du crime, nous devons nous assurer – surtout - qu'il n'aura perdu aucune de ses capacités à tuer.

Oublions un moment, voulez-vous, la question de savoir si cette réponse est proportionnée, ou non, à la gravité des crimes auxquels elle est supposée correspondre ?

Demandons-nous simplement ce que la réponse est supposée viser ?

Il est pratiquement inutile de mettre sur le tapis la question de l'aide économique, puisqu'elle continuera, quoi qu'il arrive, fût-ce à un niveau moindre. Qu'en est-il, alors, de cette exigence de suspension de l'aide militaire, qui voudrait se faire passer pour courageuse, mais qui est tellement pondérée et édulcorée, en réalité ?

Il s'avère, tout au moins de l'avis d'Andrew Cordesman, analyste au Centre pour les Etudes Stratégiques et Internationales de Washington (Center for Strategic and International Studies), qu'Israël pourrait soutenir une guerre pendant deux ans avant d'avoir besoin d'une aide militaire des Etats-Unis. Autrement dit : même une cessation totale et immédiate de l'aide militaire américaine ne contribuerait en rien à empêcher les Israéliens de faire subir aux Palestiniens absolument tout ce qu'ils désirent leur faire subir.

On estime qu'Israël détient entre 200 et 500 têtes nucléaires, ainsi que des missiles de croisière qui ont atteint, avec succès, des cibles expérimentales situées dans un rayon de 950 miles. Israël a-t-il l'air d'être le genre de pays qui va sentir qu'une quelconque pression pèse sur lui, du simple fait que l'on aura "suspendu" l'aide militaire qui lui est prodiguée ?

Même dans le cas où son buffet se retrouverait vide, il pourrait encore vendre quelques-unes de ces têtes nucléaires et acheter à peu près tout ce dont il a besoin...

Les militants juifs savent cela. Ils le savent parfaitement. Les gens de gauche le savent. Ils sont parfaitement au

courant, par ailleurs, de ce que l'on doit faire, normalement, pour contenir un Etat voyou. Normalement, toute aide est coupée. On impose un embargo sur les armements et le commerce. Tous les transferts de fonds sont gelés. Les comptes bancaires à l'étranger sont mis sous séquestre ou saisis. Les liaisons aériennes et les relations diplomatiques sont coupées ou réduites au strict minimum.

On met fin à tout échange scientifique et culturel.

Pour faire que tout cela tienne bon, il faut que l'Etat paria soit encerclé par des forces militaires d'une supériorité écrasante. On doit mettre en œuvre un programme d'urgence afin d'augmenter les capacités de défense de ses voisins ; une coalition emmenée par les Etats-Unis envoie sur place des milliers de combattants ; les forces navales sont déployées ; les efforts de renseignement et de contre-espionnage sont considérablement accrus. On amène tout doucement cet Etat à prendre conscience qu'au cas où il utiliserait ses armes nucléaires, il peut s'attendre à recevoir la monnaie de sa pièce. Il s'agirait là, bien entendu, d'une réponse extrêmement pondérée, ne ressemblant à rien à ce qui a pu se passer en Serbie ou en Irak. Mais le simple fait de maîtriser Israël – et en aucun cas de l'attaquer – nécessiterait une initiative d'une envergure dépassant les concentrations de troupes en préparation de la Guerre du Golfe.

En résumé, tous ces gens qui pleurent sur les Palestiniens, tous ces militants qui s'exposent sur la ligne de front, toutes ces personnalités éminentes et ces écrivains engagés émouvants et éloquentes qui condamnent les méfaits d'Israël – aucun de tous ceux-là n'exigent – si encore ils se contentaient, ne serait-ce, que de le demander... - de mesures un tant soit peu sérieuses à l'encontre d'Israël.

Et on ne trouve qu'une seule explication à ce comportement étrange. Cette explication, elle est vraiment hideuse...

Les Juifs valent-ils encore plus cher, à tout prendre, à leurs yeux, que les Palestiniens ? L'ère nazie leur confère-t-elle un droit illimité aux pillages et aux massacres ?

Le fait d'être juif fait-il de vous quelqu'un de tellement intouchable, de tellement sage, de tellement sacré, de tellement humaniste, de tellement chaleureux et de tellement mignon qu'un Etat juif ne saurait "réellement" commettre autant de méfaits, ou mériter plus qu'une bonne engueulade ?

Les réponses possibles sont aussi limitées que déprimantes.

Une chose est claire : lorsque des crimes d'une telle ampleur sont commis par votre peuple, en votre nom, de simples bêtises ne sauraient vous absoudre de votre responsabilité.

Vous devez, au moins – au strict minimum – même si vous ne "faites" rien – soutenir une action susceptible de mettre un terme à ces crimes. D'après un tel critère d'exigence, pour ce que j'en sais, même les mains d'un Chomsky ne sont pas propres.

Certainement, le monde a d'autres chats à fouetter que s'occuper d'obtenir des juifs qu'ils se défassent de leur hypocrisie. Mais, pour les Palestiniens, j'espère que la gauche juive va finir par se décider à s'y atteler.

* : Ainsi, par exemple, "Israël est devenu un 'Etat paria' sous le gouvernement du premier ministre Ariel Sharon et ses méthodes de lutte contre le terrorisme sont "inacceptables", a déclaré l'ex-député travailliste juif Gerald Kaufman".

'Qu'est-ce qu'Israël pourrait bien faire afin de cesser d'être un Etat paria, si ses maîtres de Washington permettaient que cela soit fait ?'

Michael Neumann

(C.G. Estabrook, CounterPunch, December 5, 2001)

10 Avril 2007

[Les juifs de gauche et la Palestine](#)

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Charles Enderlin, interviewer par Nordine Saidi sur la réalité israélienne.

Rédaction: *Sandrine Corten*

Les déclarations d'Olmert concernant les concessions à faire pour la paix sont-elles encourageantes ?

Toute déclaration de ce genre est encourageante, car cela prépare l'opinion publique. Israël devra faire, pour la paix, des concessions, comme libérer, sinon la totalité, du moins la majorité des territoires occupés, y compris ceux situés à Jérusalem-Est.

Quelle est la nature de la société israélienne aujourd'hui ?

La société israélienne est en crise, une crise de leadership, le gouvernement est confronté à des problèmes politiques suite aux nombreux scandales judiciaires, ancien ministre de la justice condamné pour une histoire sexuelle, il y a des enquêtes en cours contre le ministre Olmert, toute la direction du FISC israélien est en résidence surveillée, etc. Cela crée une atmosphère assez "lourde" dans le pays.

Peut-on parler d'un nouveau maccarthysme en Israël, concernant les antisionistes ?

Il faut reconnaître que des pressions sont subies par les universitaires et les personnalités qui ne sont pas d'accord avec la ligne officielle et que ces pressions s'avèrent de plus en plus lourdes à supporter, mais je ne pense pas que l'on puisse parler, pour l'heure, de maccarthysme. J'ai vu sur internet qu'une sorte d'observatoire de contrôle a été créé pour contrôler tout ça, et qui œuvre dans les universités.

Peut-on être antisioniste en Israël aujourd'hui ?

Je crois que oui. Maintenant, lorsqu'on se déclare antisioniste, qu'on mène un combat politique et que l'on est minoritaire, on l'assume. Il faut forcément s'attendre à une forte opposition des autorités, des groupes de pression en tout genre.

Si vous étiez au parlement européen, que diriez-vous aux gouvernements qui ont suspendu l'aide au gouvernement palestinien ?

Je dirais qu'ils ont fait une erreur, car la mesure a plus durement touché les élus du Fatah, alors que c'est la victoire du Hamas qui a entraîné l'application de la mesure de suspension. Il faudrait rapidement rétablir l'aide au gouvernement palestinien et de manière intelligente.

Que penser, alors, des taxes imposées aux Palestiniens ?

Cent millions de shekels ont été transmis aux Palestiniens par le gouvernement israélien, et ils demandent, bien entendu des comptes, mais il est important de régler en urgence le problème humanitaire des territoires palestiniens, cela doit être la priorité.

Intervention de Jacques Gevers, journaliste au *Vif/L'Express*, lors de la conférence du 29 mars 2007: rencontre entre Charles Enderlin et René Backmann

Comme journaliste, je voudrais rebondir sur un thème qui vient d'être abordé tout précédemment, ma question était de savoir: "Est-ce que les journalistes font bien leur métier en Israël? Est-ce qu'ils font bien leur métier en Europe occidentale aussi?"

Je pense que les journalistes et les médias, globalement, ne font pas très bien leur métier ici en Europe occidentale, en francophonie et en Belgique en particulier, mais que parmi les raisons pour lesquelles ils ne le font pas bien, il y a un facteur dont on n'a pas beaucoup parlé jusqu'à présent et qui est l'extraordinaire efficacité des lobbies pro israéliens dans la manière dont ils agissent auprès de la presse. A savoir auprès des journalistes directement impliqués par leurs connaissances, non pardon, plutôt par leur couverture du Proche-Orient: cela va des cascades d'e-mails, de courriers divers d'intimidations, de coups de téléphone en quantité. Et ça peut occuper beaucoup de temps.

C'est relayé de façon extrêmement efficace par les ambassades d'Israël en Europe occidentale, notamment en Belgique, et tout ce que je peux vous dire c'est que lorsque l'ambassade ou les conseillers de l'ambassade d'Israël en Belgique, viennent faire des démarches auprès d'un directeur ou d'un rédacteur en chef d'un média qui ne connaît pas très bien le dossier, les arguments sont très simples mais la posture est toujours identique, extrêmement victimaire: on fait appel à la référence de la Shoah, on demande au responsable du média de bien comprendre qu'Israël, dans cette affaire, lutte pour sa survie.

Les pressions qui peuvent s'ensuivre de la part des responsables de rédaction ou des directeurs de médias, sur les gens eux-mêmes, sont absolument redoutables et cela peut arriver à des situations dramatiques. La conséquence c'est que les journalistes finissent par se décourager de couvrir correctement et honnêtement un conflit qui finalement n'intéresse pas grand monde parce que c'est toujours la même chose: rien que du malheur.

Charles Enderlin, correspondant permanent de *France 2* à Jérusalem

4-2 René Backmann, interviewer par Nordine Saidi sur la réalité israélienne. rédacteur en chef du "*Nouvel Observateur*".

Rédaction: Sandrine Corten

Israël est souvent présentée comme la seule démocratie au Moyen-Orient, qu'en pensez-vous ?

Je pense qu'Israël est une démocratie pour les Juifs. Je suis parfaitement conscient des différences de droits entre les citoyens arabes et juifs ; l'aménagement des routes ou les lois régissant le quotidien, mais on ne peut pas parler d'apartheid car ce mur sépare des Palestiniens d'autres Palestiniens, et c'est ce qui le particularise. Peut-on parler d'apartheid pour les arabes israéliens ?

Non, je ne veux pas employer ce mot, je suis parfaitement conscient des différences de statuts, ils ont des droits différents, les crédits qui sont alloués aux uns et aux autres sont différents mais j'insiste sur le fait que le mur ne passe pas entre des Palestiniens et des Israéliens, comme les limites des bantoustans séparaient les blancs des noirs, mais passe au milieu des Palestiniens et les sépare de leurs familles, de leurs champs, les enfants de leur école, et que c'est en cela qu'il joue un rôle particulièrement dramatique.

Avez-vous subi des réactions négatives par rapport à la parution de votre livre ?

J'ai eu des réactions d'indifférence par rapport au livre de la part de certains médias qui auraient pu s'y intéresser mais qui ne l'ont pas fait pour ne pas être désagréable à Israël, mais je n'ai eu aucune menace, aucune pression. Barrière de sécurité, mur de protection ou mur de l'apartheid ?

Non, cela n'assure pas la sécurité des israéliens, si le seul objectif avait été la sécurité, ils ne l'auraient pas construit de cette manière. Si c'était une barrière de sécurité, elle mesurerait 325 km et serait construite le long de la ligne verte. Or, ce mur mesurera entre 720 et 750 km quand il sera terminé, et il y a déjà plus de 500 km construits... Je me borne à constater des faits, il y a eu moins d'attentats mais impossible de savoir si c'est l'existence du mur ou la décision des organisations armées palestiniennes de ne plus commettre d'actions "terroristes" pendant un certain temps.

Si le mur avait été construit le long de la ligne verte, aurait-il été plus moralement admis ?

Si il avait été construit sur le territoire d'Israël, personne n'y aurait trouvé à redire. Chacun a le droit de concevoir sa sécurité comme bon lui semble, on peut penser que ce n'est pas un geste amical, une méthode antique, voire médiévale mais personne ne peut y trouver à redire. En revanche, il y a un problème lorsqu'un État prétend protéger sa population en construisant un mur sur le territoire d'une autre. Mais l'apartheid n'est pas le

mot adéquat, en revanche, on peut parler de colonisation; je ne pense pas qu'il faille entrer dans un registre de vocabulaire polémique...

Si on ne peut pas parler d'apartheid, dire qu'Israël est un État raciste a plus de sens?

Je ne dirais pas que c'est un État raciste, mais que dans certaines circonstances, il a des pratiques racistes.

René Backmann, rédacteur en chef du "Nouvel Observateur"

Sandrine Corten - Sinyweb Concept

<http://acteursdeterrain.canalblog.com>

5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Khaled interviewer par Silvia Cattori : « Les gens ont faim »

8 avril 2007.

Khaled, un père de famille, n'étant lié à aucun parti politique, parle ici de la situation telle qu'elle est perçue par l'homme de la rue, dans cette enclave de Gaza soumise aux cruautés du blocus militaire et des punitions collectives de l'Etat d'Israël.

Silvia Cattori : L'union entre le Fatah et le Hamas à la Mecque a-t-elle contribué à écarter le danger d'affrontements inter palestiniens ?

Khaled : Le peuple palestinien craignait la guerre civile et appelait, en sa majorité, à un gouvernement d'unité nationale. Cette rencontre à la Mecque a été imposée par les tensions internes à la Palestine. Nous pensons qu'il n'y a plus de risque de guerre civile aujourd'hui.

Silvia Cattori : N'y a-t-il pas eu récemment encore des incidents à Gaza ?

Khaled : Il y a eu des règlements de compte entre familles. Les gens du Fatah, qui ont été à l'origine des accrochages par le passé, ont causé des morts. Il y a aujourd'hui des familles qui se vengent contre les gens impliqués dans l'assassinat des leurs. On donne à tort une coloration politique à ces vengeances.

Silvia Cattori : Est-ce à dire que la stratégie du président Mazen, d'Israël, de la communauté internationale, visant à mettre le Hamas hors jeu, a échoué ?

Khaled : Abou Mazen et ses amis du Fatah n'ont pas réussi à éliminer le Hamas. Ils ont dû battre en retraite sur leurs projets le référendum et aussi sur les nouvelles élections qui avaient pour objectif de diviser les gens, car le peuple s'y est majoritairement opposé et aucune faction ne s'est ralliée à leurs manœuvres.

Silvia Cattori : Que signifie pour vous le sommet des pays arabes à Riyad qui, le 28 et 29 mars, a adopté une déclaration pour l'établissement d'une paix globale au Proche-Orient et une normalisation entre Israël et les pays arabes, moyennant le retrait de l'armée israélienne de tous les territoires arabes occupés en 1967 ; sommet présenté par les médias occidentaux comme « une dernière chance pour la paix » au Proche-Orient ?

Khaled : Le sommet de Riyad répondait à la nécessité qu'avaient à ce moment-là les Etats-Unis : faire oublier leurs échecs en Irak et se concentrer sur leurs projets de guerre contre l'Iran. Condoleezza Rice se devait de faire croire que les Etats-Unis veulent apporter la paix en Palestine, mais l'objectif réel était celui de conduire les pays arabes à normaliser leurs relations avec Israël et à ne plus parler du droit au retour des réfugiés. Conscients du fait que, après une année de boycott, le Hamas n'avait rien perdu de sa popularité, les Etats-Unis ont modifié leur stratégie pour éviter l'effondrement du parti d'Abou Mazen, qui est le garant de leurs intérêts. Les gens ici, savent que les promesses de Condoleezza Rice et d'Israël sont des leurre. Ils sont néanmoins satisfaits de l'engagement pris par nos dirigeants et les pays arabes à la Mecque et à Riyad : en finir avec les tensions internes et rompre le blocus qui étouffe les familles.

Silvia Cattori : On a du mal à comprendre comment le Hamas puisse imaginer pouvoir gouverner avec ceux qui ont ouvertement collaboré avec l'occupant et les Etats-Unis pour le destituer ? Les gens ne sont-ils pas désorientés ?

Khaled : Certainement il y a des gens déçus. Mais, parallèlement, tout le monde a pu voir qui étaient ceux qui ont manœuvré pour pousser notre peuple à la guerre civile. Face au boycott total de la communauté internationale, le Hamas était paralysé. Quand les gens du Hamas ont été élus, Israël, le Fatah, l'Europe, les ont tout de suite écartés, qualifiés de terroristes. Le seul moyen pour le Hamas de casser le boycott était d'unir toutes les forces.

Abou Mazen fait aujourd'hui partie du gouvernement d'unité nationale. Il ne peut plus continuer, comme il l'a fait, de demander aux Etats arabes et européens de boycotter le gouvernement. Les pays européens, comme la Norvège, ont brisé le blocus et dialogué avec le Hamas. Nous espérons que l'aide financière, si c'est le Hamas qui en assure le contrôle, n'aille plus, comme par le passé, dans les poches des gens du Fatah.

Silvia Cattori : En votant en faveur du Hamas, les Palestiniens voulaient que ces gens du Fatah, s'en aillent. Le Hamas n'avait-il pas d'autre choix que de les remettre en selle ?

Khaled : Les dirigeants du Hamas étaient soumis à une situation de blocage qui pénalisait tout notre peuple. Ils ont simplement dû trouver une autre manière de défendre les intérêts des Palestiniens. La situation était si terrible ! Les gens ont faim. L'intérêt immédiat des gens est d'avoir du pain, des salaires. Le Hamas ne voulait pas le pouvoir. Le peuple a élu le mouvement Hamas parce qu'il voulait qu'il prenne le contrôle de l'aide financière et mette fin à la corruption des gens du Fatah. C'étaient, chaque année, des centaines de millions destinés au peuple qui disparaissaient. Maintenant, avec le Hamas présent dans le Conseil législatif, même si le contexte reste difficile, il peut y avoir un certain contrôle. Nous avons ici la conviction que le Hamas est sorti plus fort de cette cruelle épreuve. Les dirigeants du Hamas ont fini par apparaître aux yeux du monde également, comme des gens pragmatiques et sages ; ils ont réussi à sortir du blocage sans toutefois se soumettre au chantage d'Israël, qui exige qu'on reconnaisse ses droits alors qu'il n'a jamais honoré ses engagements ni reconnu notre droit à exister sur notre terre. Ici, la majorité des Palestiniens ont soutenu la position du Hamas qui a su, dans les pires difficultés, faire face.

Silvia Cattori : Vous paraissez très optimiste. Ne pensez-vous pas qu'Israël et ses alliés n'ont pas renoncé à leur projet d'en finir avec la résistance palestinienne ? S'ils décidaient de fomenter de nouveaux troubles pour diviser les gens ne peuvent-ils pas réactiver à tout moment les milices financées et entraînées à cet effet ? Que sont devenus des hommes comme M. Mohammed Dahlan ?

Khaled : Ces personnages sont toujours là, mais ils gardent un profil bas. Ils ont maintenant un intérêt politique précis. Ils sont dans la position de partenaires ; ils doivent partager la responsabilité de la réussite du gouvernement d'unité nationale ou son échec. S'ils devaient continuer de manœuvrer pour empêcher ce gouvernement d'agir ils se mettraient totalement à nu aux yeux du peuple.

Silvia Cattori : Chaque jour, en Cisjordanie et à Gaza, Israël humilie, enlève, assassine des civils. Les exécutions « ciblées » ont repris à Gaza. Aucun Etat n'a protesté. Le Hamas ne pourra jamais être en mesure de vous protéger, ni relancer une économie, qu'Israël, grâce aux avantages qu'il a pu tirer d'Oslo, a totalement détruite. Depuis les accords d'Oslo, c'est l'Europe qui a la charge de payer les salaires des employés de l'Autorité palestinienne. C'est le contribuable français, belge, qui paye. Israël a jeté votre peuple dans la misère. Le Hamas avait refusé cette logique d'Oslo qui a mis les Palestiniens dans une situation de dépendance vis-à-vis de la communauté internationale et qui dédouane Israël de ses responsabilités. Selon les conventions internationales, l'occupant ne doit-il pas assumer les besoins des populations occupées ?

Khaled : C'est l'horrible héritage d'Oslo que les Etats-Unis, l'Europe, mais aussi la gauche et les mouvements de solidarité, nous ont vendus comme étant une chance de paix honorable. C'est à cause de son refus de collaborer avec Israël et de son rejet d'Oslo, si catastrophique pour notre peuple, que le Hamas a gagné le cœur de la majorité des Palestiniens. Vous avez raison de dire que c'est Israël qui est responsable, qu'il devrait assurer à notre peuple qu'il emprisonne et empêche de se développer, de quoi vivre dignement sur sa terre. Ce n'est pas normal que ce soient les citoyens européens qui doivent payer nos salaires.

Silvia Cattori : Le 27 mars un réservoir de traitement des eaux usées a submergé tout un village au nord de Gaza. D'autres réservoirs risquent-ils encore d'inonder les eaux claires et les zones habitées ?

Khaled : Oui, les gens sont effrayés. Ils vivent sous la menace que le plus grand réservoir, d'une surface de 60 000 mètres carrés et de 13 mètres de profondeur, n'inonde Betlaya. Il suffit qu'il pleuve un peu et le réservoir qui n'est pas assez stable pourrait exploser. Ce serait, au nord de Gaza, et pour une dizaine d'années, la fin de l'agriculture et de l'eau, la fin de la vie. Il n'y a pas de station de pompage et de filtration des eaux usées ; cela coûte cher. Le réservoir qui était en construction est au point mort depuis que les Etats-Unis ont coupé tout financement. Gaza est surpeuplée. Et il n'y a pas assez d'espace pour implanter une grande station d'assainissement des eaux comme il le faudrait.